



Jérôme Cahuzac, Ministre du Budget, aurait donc eu un compte en Suisse. Il nie. Bon, il ne m'appartient pas de savoir si c'est vrai ou pas, mais du coup on en sait un peu plus sur le personnage. Je vous invite à lire cet article du Monde.fr : [http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/12/08/jerome-cahuzac-l-accroc\\_1801886\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2012/12/08/jerome-cahuzac-l-accroc_1801886_823448.html)

Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur quelqu'un. C'est plutôt révélateur d'un système. On peut toujours s'interroger sur la soumission d'un gouvernement de gauche à la finance, mais la collusion trop importante qui existe entre les membres du gouvernement ou les cabinets des ministres et le monde de la finance est éclairante. Le secrétaire général adjoint de l'Élysée est un ancien associé-gérant de la banque Rothschild & Cie. Le conseiller pour les médias et la culture du Président de la République est également issu des milieux de la finance.

Un conseiller du Ministre du Redressement Productif a été directeur général adjoint de la Compagnie Financière Saint-Honoré, holding française du groupe Rothschild. Le Ministre de l'Économie et des Finances a un conseiller spécial provenant de la banque d'affaires Morgan Stanley. Enfin, je n'en dirais pas plus sur Antoine Boulay, le chef de Cabinet du Ministre de l'Agriculture. Si vous me lisez régulièrement, vous n'ignorez plus la fonction de lobbyiste

pro-multinationale de l'eau qu'il exerçait auparavant.

Ce n'est pas là une liste exhaustive. Je ne remets pas en cause la compétence de tous ces gens. Je trouve leurs nominations à tous ces postes stratégiques complètement incohérentes avec les déclarations du candidat François Hollande sur sa volonté de lutter contre la finance, ou sa méfiance de l'argent. Je trouve par contre ces nominations très cohérentes avec la politique économique actuellement menée par le gouvernement. Nous comprenons mieux l'atavisme devant la taxation des riches, le laisser-faire des patrons qui licencient ou l'intensification des politiques d'austérité. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La différence entre l'espoir suscité et la réalité a des résultats qui ne se sont pas fait attendre : le PS (ou ses alliés) se sont pris une déroute lors des 3 élections partielles qui ont eu lieu ce week-end.

La « République exemplaire » promue par François Hollande durant la campagne présidentielle connaît donc déjà son 1er accroc. Sans être joueur, on peut même parier que ça ne sera pas le dernier. « Tout homme ayant du pouvoir est porté à en abuser », disait Montaigne, pour justifier la séparation des pouvoirs. Nous pourrions reprendre à notre compte cette citation pour démontrer que le pouvoir doit se partager. Aujourd'hui, il est dans les mains d'une oligarchie qui place ses pions jusque dans les ministères, jusque dans les bureaux de l'Élysée. Ce n'est rien d'autre que ça que signifiait le « Qu'ils s'en aillent tous » de Jean-Luc Mélenchon. Une « République exemplaire » ne peut pas être la Vème République ; elle ne peut pas non plus être au service des « forces de l'argent », pour reprendre le Président Mitterrand.